

sem26

Allemagne.....	1
saboter les artères du capital contre le G20 de Hambourg.....	1
#NoG20 #Hamburg Updates June 29th: House Searches in #Hamburg.....	2
Belgique.....	3
Vilvorde : feu aux antennes du pouvoir.....	3
Bresil.....	4
Brésil Grève générale contre le gouvernement.....	4
Canada.....	5
Canada150 Installation Painted in Montreal.....	5
Montreal: Streets Covered with Anti-Colonial Stencils & Graffiti.....	6
Montreal: Train with 'Canada 150' Billboard Covered in Paint.....	8
France.....	9
À bas toutes les prisons !.....	9
Toulouse : Petits vandalismes pour combler l'ennui.....	10
Pas l'intention de rester dociles.....	10
Montpellier (Hérault) : "De l'air de l'air, ouvrez les frontières".....	11
Mulhouse (Alsace) : crever les yeux de l'Etat à la voiture bélier.....	11
Arfons (Tarn) : sabotage incendiaire contre le mat de mesure d'un projet d'éoliennes.....	12
Arras (Pas-de-Calais) : la caméra à coup de marteau.....	12
Cergy (Val d'Oise) : saboter l'industrie du tourisme.....	13
Communiqué Defcol : dates d'audiences du procès de la voiture de flics brûlée.....	13
Saint-Quentin-Fallavier(38070), Isère au centre pénitentiaire il voulait téléphoner.....	14
Avant-Pays savoyard (Savoie) : Statues de la Vierge et mobiliers religieux en mille morceaux !... 14	14
Grèce.....	15
Athens, Greece - Concerning the Case of Tasos Theofilou - The 'Plea'.....	15
Grèce : Verdict en appel pour les compagnons accusés du double braquage de Velvento/Kozani. 16	16
Inde.....	17
Thane (Inde): émeute paysanne contre la saisie de terres par le Ministère de la Défense.....	17
Italie.....	17
Monte Fionchio (Trentin, Italie) : attaque solidaire contre un nid de relais téléphoniques.....	17
Senegal.....	17
Kébémér (Sénégal): affrontements entre populations et forces de l'ordre, trois véhicules de la mairie saccagés.....	17
Serbie.....	18
#NoBorders #Serbia: Police Operations and Violent Relocations to #Preševo.....	18
Suisse.....	20
Zurich (Suisse) : incendie d'une camionnette d'Implenia, collabo de la prison de Bässlergut.....	20
Zurich, Suisse : Récit de la manif sauvage devant la prison de l'aéroport de Kloten - 24 juin 201720	20
USA.....	22
Protesters Face 80 Years as US Attorney Brings Unprecedented Mass Felony Charges.....	22

Allemagne

saboter les artères du capital contre le G20 de Hambourg

Allemagne. Plusieurs lignes ferroviaires incendiées

AFP, 19.06.2017 14:25

Des incendies d'origine criminelle ont endommagé dans la nuit de dimanche à lundi, plusieurs lignes ferroviaires en Allemagne. Un mobile politique en lien avec le G20 est envisagé.

Des incendies d'origine criminelle ont endommagé dans la nuit de dimanche à lundi, plusieurs lignes ferroviaires en Allemagne, a indiqué la police qui soupçonne un lien avec des opposants au sommet du G20 de Hambourg. **Pour l'heure, la police a recensé une douzaine de feux qui ont éclaté entre 1h et 4h30 du matin lundi sur des systèmes de signalisation un peu partout en Allemagne, comme en Basse-Saxe, à Berlin, en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Saxe, selon la police de Leipzig.**

« Un mobile politique en lien avec le sommet du G20 (les 7 et 8 juillet) n'est pas exclu », a indiqué la police dans un appel à témoins. **Des « dégradations dues à des actes de vandalisme » affectaient lundi matin plusieurs lignes, notamment entre Hambourg et Lübeck (nord), Cologne et Dortmund (ouest), Leipzig et Dresde (est) ainsi que les trains de banlieue berlinois**, a précisé dans un communiqué la Deutsche Bahn, l'opérateur ferroviaire allemand.

La police est en train d'étudier l'authenticité d'une lettre de revendication, postée par un groupe baptisé « Shutdown G20 » sur linksunten.indymedia.org, une plateforme Internet dévolue à la gauche radicale et qui rassemble notamment des textes hostiles au G20. La protection de l'État, chargée de la lutte contre la violence politiquement motivée, a été saisie, rapporte encore l'agence de presse allemande DPA. **Des actions similaires avaient eu lieu en 2011 en Allemagne, attribuées à l'extrême gauche qui protestait contre la présence de soldats allemands en Afghanistan.**

Allemagne : Courte interruption des flux ferroviaires à l'occasion du sommet du G20 à Hambourg
A l'aube du 19 juin 2017, des engins incendiaires ont été déposés dans des puits de câbles et sur des dispositifs de signalétiques le long des rails de la société ferroviaire allemande (DB) dans les environs de Leipzig, Berlin, Hambourg, Cologne, Dortmund et Bad Bevensen (Basse-Saxe), perturbant le trafic ferroviaire pour une grande partie de la journée. La police a fait état de 13 départs de feu sur l'ensemble du réseau ferroviaire.

De nombreux trains régionaux au départ de Leipzig en direction de Wurzen, de Dresde (et Halle), de Geithain et Erfurt ont été fortement impactés, tout comme les trains internationaux en direction de la République Tchèque depuis la capitale saxonne.

En raison de ce sabotage visiblement coordonné sur le territoire fédéral, plusieurs services de police de la Saxe (dont le centre spécialisé de défense opérationnel et la protection d'État) se sont saisis de l'enquête. Des dysfonctionnements ont également été rapportés dans le système électrique des postes d'aiguillage à la gare de **Neustadt** et à la gare centrale de **Dresde**.

A **Hambourg**, il y aurait eu deux incendies détruisant de nombreux câbles le long des voies, l'un dans le quartier Eidelstedt et l'autre dans le secteur d'Höltigbaum, provoquant l'interruption totale des trains entre Rahlstedt et Ahrensburg sur la ligne Hambourg-Lübeck.

Concernant le sabotage incendiaire en Rhénanie du Nord-Westphalie, celui-ci aurait eu lieu à proximité de la ville de **Dortmund**, ce qui a conduit à des perturbations du trafic (des retards de 15-20 min) sur la ligne Dortmund-Bochum et sur trois autres lignes.

A **Berlin**, c'est essentiellement la circulation des trains de banlieue qui a été perturbée. L'incendie d'un câble à la station RER de 'Treptower Park' a paralysé la circulation de cinq lignes (S41, S42, S8, S85 et S9) à l'heure de pointe.

[Extrait de [Sansattendredemain](#), où on trouvera également d'autres attaques contre le G20 de juillet, et la traduction du communiqué de revendication de ces sabotages de lignes ferroviaires, 2017/06/20]

#NoG20 #Hamburg Updates June 29th: House Searches in #Hamburg

On [June 28th](#) we started to publish regular updates with news about the NoG20 protests in Hamburg. Today cops searched 3 buildings, tonight there will be a NoG20 demo against repression. Start 09:00pm, Spielbudenplatz/Reeperbahn Hamburg. **With regular updates.**

Published by Enough is Enough

You will find all our No G20 stories [here](#).

Note: *Enough is Enough* is not organizing any of these events, we are publishing this text for people across the US and Europe to be able to see what is going on and for documentation only.

Update 09:04pm Hamburg: Demo now at Hein-Hoyer-Str and still growing (image).

Update 08:50pm Hamburg: Demo against repression and for protest camps started at Rote Flora (image below) and is marching towards Spielbudenplatz where another demo will start later.

Update 08:17pm: Riot cops coming closer to Rote Flora now (image below).

UPDATE 08:13pm: At 08:30pm a spontaneous demo will start at the Rote Flora (to Spielbudenplatz where another demo will start at 09:00pm)

20:30h startet an der [#RoteFlora](#) eine Demo gegen das Verbot des [#anticapitalistCamp](#) und wg [#NoG20](#) Hausdurchsuchungen -> zum Spielbudenplatz

— Flora bleibt! (@florableibt) [June 29, 2017](#)

Update 06:45pm: Many cops are already in the Schanze district (around Rote Flora). At 07:00pm (19:00) there will be an assembly at Rote Flora and after that a spontaneous demo against repression and for the right to camp.

Image: Cops in the Schanze district tonight.

Temer cancelled G20 trip

Brazilians president Temer cancelled his trip to Hamburg. So the G20 is now actually the G19. Lets make it to Gzero!

Mayor Olaf Scholz says authorities can but not must allow a protest camp

After last nights confusing decision by the [federal constitutional court on the ban on protest camps](#) during the G20 protests, the cops issued a press release saying they won't allow a protest camp at Stadtpark. In daily newspaper MoPo Hamburgs mayor Olaf Scholz went even further saying that we "won't allow camps where violence is being prepared." Last night Scholz already said local authorities can but must not allow protest camps. This afternoon a "cooperation meeting" with Hamburg police ended after 5 minutes. Activists who attended at the meeting said that the police was not willing to allow the necessary infrastructure for a protest camp anywhere in Hamburg. At 07:00pm tonight there will be an assembly in the Rote Flora about the camps. "Flora Bleibt" tweeted the NoG20 protests now officially escalated before they started (one of the tweets below). Many tweets with calls to start building camps anyway are going round today.

https://twitter.com/Antikap_Camp/status/880367095627776001

Legt schon mal euer [#NoG20](#) Zelt bereit und packt. Unterstützt einen Campaufbau ggf. auch in der Nacht! Es wird viele helfende Hände geben!

— Flora bleibt! (@florableibt) [June 29, 2017](#)

Polizei beharrt auf Campverbot: Hiermit eskalieren offiziell die [#NoG20](#) Proteste bevor sie begonnen haben: 19h VV Flora [#Spontandemo](#)

— Flora bleibt! (@florableibt) [June 29, 2017](#)

House searches: German police treat NoG20 interview as crime

Image: cops during house search this morning

At 07:30am today cops did 3 house searches in Hamburg. The spaces of "Roten Aufbau" and 2 more persons were searched. Police justifies the searches with § 140 2. StGB "rewarding and acceptance of crimes". Its all because of an [interview in German daily Taz](#) in December 2016. Taz journalist Katharina Schipkowski tweeted (below) that she received a subpoena to appear as a witness. **Tonight there will be a NoG20 demo against repression. Start 09:00pm, Spielbudenplatz/Reeperbahn Hamburg** Krass. Hausdurchsuchung wegen eines Interviews. Hab wegen des Interviews auch schon ne Zeugenvorladung bekommen. <https://t.co/hmHIVd5Rie>

— KatharinaSchipkowski (@Kat_Schipkowski) [June 29, 2017](#)

Belgique

Vilvorde : feu aux antennes du pouvoir

ringtv.be, 23 juin 2017 (en flamand)

La nuit du mercredi, à Vilvorde, une antenne-relais située au carrefour de l'Avenue de Woluwé et la Nieuwbrugstraat a pris feu. Le Parquet estime qu'il s'agit d'un incendie volontaire.

"L'antenne-relais était en feu jusqu'à une hauteur de 25 mètres" raconte Carol Vercarre du Parquet Halle-Vilvorde. "C'est un des quatre pieds de l'antenne qui a pris feu. L'armoire électrique en bas de l'antenne était également en flammes."

Personne n'a été blessé. Selon un expert incendie du Parquet, il y a des indices clairs qui permettent de supposer un acte volontaire. Par contre, il n'y a pour l'instant aucune trace des auteur(s).

Bresil

Brésil Grève générale contre le gouvernement

Des centaines de personnes ont bloqué les principales artères menant aux plus grandes villes du Brésil lors de la deuxième grève générale de cette année contre les projets de loi de réforme du travail et de la sécurité sociale du président Michel Temer. Des manifestations ont été signalées dans tout le pays, alors que les manifestants ont mis un terme aux transports en commun. Dans la capitale du Brésil, Brasilia, les compagnies de bus ont décidé de garder leurs véhicules au garage, laissant des milliers de passagers bloqués. Pendant que, à Belo Horizonte, les employés métros sont entrés en grève, malgré la menace de lourdes amendes. Les manifestants ont également bloqué une des routes principales menant à Rio de Janeiro. Mais les transports publics de la ville ont continué à fonctionner normalement pendant les heures de pointe du matin. ... Les activistes ont également bloqué la route principale menant à l'aéroport international de São Paulo et ont traversé le terminal intérieur de la ville en chantant « Temer Out » ... Des démonstrations se déroulent également à Salvador, Curitiba, Porto Alegre, Natal et Goiania, selon les forces de police militaire de l'État » .



L'accès au centre-ville de Rio de Janeiro a été bloqué au début de la journée, avec des embouteillages s'étendant à 9 milles (14 kilomètres) des lignes de grévistes et des rangées de pneus brûlés. « Les

brésiliens sont heureux même en protestant, mais le moment viendra où nous devons frapper plus fort, avec plus de violence, contre les voleurs qui nous gouvernent », a déclaré Ivete Franca, une professeur d'histoire à la retraite, 70 ans. Avec son paiement de pension en attente, Franca a déclaré qu'elle vivait déjà de ses fonds d'urgence. – ici

Brève rédigée à partir des [Nouvelles d'opposition](#) de juin

Canada

Canada150 Installation Painted in Montreal

The post [Canada150 Installation Painted in Montreal](#) appeared first on [It's Going Down](#).

On Friday, June 16, an installation in Montreal promoting Canada's 150th year of killing people and taking their land (among other shit), was defaced by some anarchists. A large "Canada150" billboard above a Parks Canada information booth was covered with black paint, while anti-colonial posters were wheat pasted on an adjacent placard memorializing Sir Wilfred Laurier.

The location is alongside the Lachine Canal, and across the street from Atwater Market, both major tourist destinations. The action was timed so that summer weekend crowds wouldn't miss our redecoration. As of Saturday afternoon, the black paint had not been removed.

Inspiring calls to disrupt *Canada150*, a celebration of Indigenous genocide, have [circulated widely in recent months](#). As people living in Canadian cities who want to sabotage the economic, political, and symbolic machinery of the colonial state, we encourage a multi-pronged attack in engaging with *Canada150*.

Highly visible subversive engagement with *Canada150* installations, as well as with the usual colonial statues and monuments, can disrupt the official narrative of a diverse yet united country with a history meriting celebration. Here in Montreal, where the 375th anniversary of the city is being celebrated in tandem with *Canada150*, we can look for opportunities to hit two birds with one stone, so to speak.

Targets are everywhere. Colonization enlists every facet of Canadian capital and state power. On Friday, for instance, the property of Parks Canada, a federal agency that may seem innocuous at first glance, was damaged. Most parks in Canada are on traditional indigenous territories. The conversion of this land into federal and provincial parks is an important part of Canada's genocidal history and present project. These areas were transformed from homes, hunting, and harvesting territories, where people could sustain themselves and their communities, into very specifically state-managed parks. It is no coincidence that the first National parks were established during the construction of the Canadian Pacific railway, and at the tail-end of the Métis Rebellion.

Direct action targeting hard-to-defend infrastructure (even in and around urban areas)

like [highways](#), [railways](#) and [pipelines](#) can directly impact the revenue streams of government and corporate colonial profiteers. Doing so breaks with the social control on which colonial governance depends. These attacks build the skills, confidence, and collective capacity that are invaluable in periods of intensified collective action.

Through action, we build effective networks for material solidarity with Indigenous frontline struggles. Those of us in cities often have access to substantial funding and other material resources that can cover vital supplies, transportation, and legal costs for Indigenous people defending their land. And we can organize to show up when invited to Indigenous land defense actions, in helpful numbers and with relevant contributions. When engaging in such efforts, settlers need to move beyond an allyship framework and understand our own reasons for participating in anticolonial, anticapitalist projects, recognizing that an anticolonial struggle is inseparable from our own.

We are dedicated to projects that will continue into 2018, strengthening resistance to Canada beyond these twelve embarrassing months of heightened colonial smug self-promotion.

Fuck the 150th, fuck Canada!

Montreal: Streets Covered with Anti-Colonial Stencils & Graffiti

The post [Montreal: Streets Covered with Anti-Colonial Stencils & Graffiti](#) appeared first on [It's Going Down](#). This week, between the nationalistic displays of June 24 (Quebec holiday) and July 1st (Canada holiday), a group called Le Collectif No Borders in Montreal has covered various areas of the city with anti-colonial, anti-nationalist and migrant justice stencils and images.



Among the messages shared on the stencils, images and graffiti:

375+150 = Bullshit

Construisons une ville sans frontières

Arrêtez les déportations

Open The Borders

Refugees Welcome

Réfugié-e-s bienvenu-e-s

Ils construisent des murs, nous bâtissons des ponts

Ni Canada, Ni Québec. Fuck le 150e

Ni Québec, ni Canada.

Quebec, Canada ... same shit, different piles.

Canada 150: Fake News

The action this week is undertaken in opposition to Montreal's 375 anniversary celebration, and Canada's 150 celebrations, both public relations displays that mask the colonial and genocidal origins of the City of Montreal and the Canadian state. The action is undertaken in the spirit of anti-colonial resistance, support for anti-racist and anti-fascist struggles, as well as solidarity with migrant justice and a genuine Solidarity and Sanctuary City in Montreal. Le Collectif No Borders also undertakes to reclaim public spaces from corporate, colonial and nationalistic propaganda.

The various stencils and images appeared at various locations in Montreal, including (but not limited to), the neighborhoods of Cote-des-neiges, Parc Extension, Marché Jean-Talon, Villeray, St-Michel, Rosemont, Petite-Patrie, Hochelaga, Mile End, Plateau, St-Henri, Point-St-Charles and downtown Montreal.

We have included below various weblinks that provide more information and context to anti-colonial, anti-racist, anti-fascist and migrant justice struggles, but none of the groups affiliated with the links below are directly or indirectly involved with this action.

The photo links also include original stencil images, to encourage others in Montreal and beyond to redecorate their communities, on the streets. We encourage your redecoration efforts and urge you to share your photos with us.

See you on the streets!

— **Le Collectif No Borders**

Montreal: Train with 'Canada 150' Billboard Covered in Paint

The post [Montreal: Train with 'Canada 150' Billboard Covered in Paint](#) appeared first on [It's Going Down](#). Politicians, cops, capitalists and bootlickers across the territories of so-called Canada are celebrating the genocidal legacy of colonial civilization with a year full of grotesque spectacles. Canada tries to whitewash 150 years of colonial violence with fighter jets adorned with the colors of the Canadian flag, concerts and parades, and VIA Rail commuter train advertising.

We see nothing to celebrate about the genocidal campaign waged against indigenous peoples, ecological devastation, or the establishment of a State which represses our wild desires and steals our capacity to live free. Instead, we celebrate the resistance of indigenous peoples across Turtle Island; from the Gitwilgyoots peoples resisting the construction of a massive LFG (liquefied fracked gas) terminal on their territories, to the Mi'kmaq resistance to fracking on their territories.

<http://ift.tt/2tcJnFo>

Earlier this morning, we defaced the Canada 150 propaganda on the side of the VIA Rail train headed from Tio'Tia:Ke ("Montreal") to Gichi Kiiwenging ("Toronto"). We wanted to celebrate an anti-colonial July 1st a little early, because colonialism isn't reserved to a few days on the calendar. This is the same railway that

was [blockaded in solidarity with Standing Rock](#) last November.

Canada's rail infrastructure played an integral role in the establishment of this settler society built on dead native and immigrant bodies – colonial expansion was contingent upon building these train lines for the transportation of troops and the transformation of “natural resources” into commodities for human exploitation.

This infrastructure continues to play an integral role in the maintenance of the capitalist economy in the territory dominated by the Canadian State. During the Oka uprising, there were widespread solidarity actions throughout the territory of so-called Canada: road and railway blockades, and sabotage of railway bridges and electrical transmission lines. This solidarity was a tangible threat to the Canadian economy and its politicians who tried to crush this indigenous insurgency.

We covered the train in green and black – the colours of an anarchism that is against civilization and domestication. We are settler anarchists who are inspired by indigenous struggles that assert their autonomy by any means necessary, and in the coming times of resistance to pipelines and territorial incursion, we hope that our solidarity will feel significant and impactful. We share a goal with many indigenous struggles of weakening the Canadian State's power, and want to destroy it completely. If we want to be able to choose how we live, create the social relations we desire, and be free from cops, bosses, politicians and all authority, we see the only option as the destruction of the State, capitalism, and civilization.

Fuck Canada! Solidarity with all those who resist and revolt!

P.S. We used fire-extinguishers filled with paint. If you're interested in trying them out for yourself, watch this [instructional video](#).

France

À bas toutes les prisons !

Vendredi 9 juin au matin, au 4 rue Dolorès Ibarruri à Montreuil, au siège de Egis, qui a entre autre collaboré à la construction des prisons de Reau et Roanne...



Vendredi 9 juin au matin, au 4 rue Dolorès Ibarruri à Montreuil, au siège de Egis, qui a entre autre collaboré à la construction des prisons de Reau et Roanne...

Toulouse : Petits vandalismes pour combler l'ennui

Petits vandalismes en milieu urbain

[Indy Nantes](#), 20 juin 2017

Petits vandalismes pour combler l'ennui

« À défaut de faire des gros dégâts, ça fera demain matin quelques personnes qui ne bosseront pas. »

Comme on s'ennuyait un lundi soir dans la métropole asseptisée de Toulouse, on a décidé de flâner dans les rues équipées d'un petit tournevis et d'un marteau brise-vitre.

Nous avons crevé les pneus d'une douzaine de voitures sérigraphiées de constructeurs de taules, d'acteurs de la gentrification et de la communication : Orange, Eiffage, Engie, GRDF, SPIE, Bouygues, promoteurs immobiliers et architectes. Puis tant qu'à faire, lorsque l'occasion s'est présentée, nous avons éclaté deux sucettes de feu JC Décaux.

Les rues et les places ne sont plus des lieux de vie mais des lieux de passage et de consommation vidéosurveillés et fliqués. D'un même mouvement, nos vies sont de plus en plus numérisées, traquées et fichées avec l'élargissement des réseaux télécom'. On gerbe sur vos ramblas, on déteste votre contrôle, votre état de droit d'urgence et tou.te.s ceux qui y participent.

Ces petites promenades improvisées ne sont qu'une modeste contribution, un caillou dans la chaussure de nos ennemi.e.s.

Des schlagues dans la nuit

Pas l'intention de rester dociles

on a placé et allumé un dispositif incendiaire sous chacun des trois fourgons Enedis stationnés sur le parking de l'entreprise. On était à la bourre pour la soirée karaoké, du coup pas trop le temps de s'attarder pour les regarder cramer mais on espère bien avoir initié un joli feu de joie. Le dispositif était simple à réaliser : une bonne quantité d'essence dans une bouteille, un bout d'allume-feu et un cierge magique (amen) histoire de retarder l'allumage pour se tracer tranquille.

Là, c'est Enedis qui était visé parce qu'on avait envie de créer un écho, comme un retour de flammes après les 12 véhicules cramés à Grenoble. L'action comme le communiqué nous avait fait chaud au cœur. Des raisons de s'en prendre à cette structure il y en a des milliers. Tout comme il existe des milliers d'autres cibles que l'on aurait pu attaquer pour laisser libre-court, le temps d'une nuit, à notre rage. Le plus compliqué c'est pas de choisir mais de s'y coller.

Une pensée solidaire pour les révolté.e.s réprimé.e.s. Que ce soit par des juges ou des matons, par des mecs ou des darons, par des travailleureuses sociaux ou des hétéros... Pas l'intention de rester dociles face aux injonctions !

Y paraît que juin allait être dangereux. Pourvu que ça ne fasse que commencer.

Des démangé.e.s

Montpellier (Hérault) : "De l'air de l'air, ouvrez les frontières"

Montpellier : une centaine de panneaux publicitaires fracturés

e-metropolitain, 22/06/2017 à 11 h 14

*Grosse colère des responsables du groupe Jean-Claude Decaux -JC Decaux, groupe mondial de communication extérieure- qui gère des centaines de panneaux publicitaires protégés par vitrines à Montpellier et sur la zone de la métropole : **en fin de semaine dernière, en plein jour, des membres d'un collectif de défense de réfugiés qui s'est créé à Montpellier ont fracturé les panneaux pour déchirer les publicités en cours et pour afficher divers messages en marge d'un rassemblement.***

On pouvait ainsi lire, « *De l'air, de l'air, ouvrez les frontières* », « *Aucun être humain n'est illégal* » ou encore « *Je suis Afghan, je suis exilé* ». **Ces colleurs d'affiches ont réussi leur coup de force sur une centaine de vitrines publiques, comme sur celles implantées dans le quartier du faubourg de Figuerolles.**

Cinq interpellations

Un commerçant, témoin des faits a alerté le commissariat central et un équipage de la brigade anticriminalité -BAC- a sillonné les quartiers sud et ouest pour localiser les cinq vandales en pleine action. Ils ont été interpellés. Le préjudice est important pour les sociétés ayant pignon sur rue qui ont payé ces grands encarts publicitaires sur la voie publique.

Le boss du groupe JC Decaux a vivement félicité et remercié le commerçant vigilant qui a compris que ces cinq colleurs d'affiches étaient suspects. Et qui a prévenu la police.

Mulhouse (Alsace) : crever les yeux de l'Etat à la voiture bélier

Mulhouse : une caméra de surveillance détruite au poste de police des Coteaux

F3 Grand Est, 26/06/2017 à 16:31

La caméra avait été installée à l'arrière du tout nouveau poste de police, inauguré mardi dernier. Une voiture bélier a foncé jeudi soir vers 23h 30 sur le pylone sur lequel elle était accrochée. L'auteur a été interpellé par une brigade anti-criminalité.

Elle n'aura pas résisté plus de deux jours. Selon une information confirmée par la direction de la police municipale de Mulhouse, la caméra de surveillance installée par la police, à proximité du tout nouveau commissariat du quartier sensible des Coteaux à Mulhouse, vient d'être visée par un acte

de malveillance.

Un individu, originaire du Kosovo, s'en est pris à l'installation jeudi soir, à l'aide d'un véhicule tout-terrain volé. Il a projeté la voiture à plusieurs reprises contre le mât qui supportait la caméra. L'ensemble a fini par se coucher... sur la voiture bélier. Prévenus à temps, un équipage de policiers de la Bac a appréhendé l'homme qui tentait d'incendier son véhicule.

Grâce à cette caméra fraîchement installée, les policiers des Coteaux avaient identifié le matin même une transaction de drogue et les auteurs, des jeunes du quartier, avaient été interpellés en flagrant délit.

Ce nouveau bureau de police mulhousien, que nous vous avons présenté la semaine dernière, est situé au pied des tours dans ce quartier classé en zone de sécurité prioritaire. Depuis huit jours, la police entretient une présence quotidienne aux coteaux où elle vient de se réinstaller. Avec cette particularité : le nouveau poste héberge la police municipale et la police nationale. Ce qui, vraisemblablement, ne plaît pas à tout le monde.

Arfons (Tarn) : sabotage incendiaire contre le mat de mesure d'un projet d'éoliennes

Arfons, sabotage du Mat éolien installé par la société RES group

Tarn Libre, 26/06/2017 à 09h28 (extrait)

Le mat de mesure éolien installé par RES Group dans la forêt de Sarametgé sur la commune d'Arfons a été vandalisé par le feu. Un acte qui fort heureusement n'a pas fait de victime.

Qui a vandalisé le mat de mesure éolien installé dans la forêt de Sarametgé sur la commune d'Arfons ? **La question est posée à l'heure où certains pensaient que dans sur cette partie de la Montagne Noire tarnaise, la présence d'éoliennes industrielles ne semblait pas poser de problème particulier, depuis que la société Valorem y a implanté les siennes en 2009.**

Force est de constater qu'ils se trompent et la destruction de ce mat de mesure de 42 m haut et installé sur une propriété forestière privée vaut peut-être avertissement. Ce dispositif est équipé de girouettes d'anémomètres, mais aussi de sondes de température destinées à recueillir dans la durée la vitesse des vents, leur orientation mais aussi l'hygrométrie du site en vue de déterminer le type d'éolienne à implanter pour le meilleur rendement possible.

Pour l'instant difficile de dire, quand et par qui, mais l'équipement électrique du mat a été entièrement carbonisé. Du côté de la société RES group (basée à Avignon) qui a installé ce mat, on reconnaît que depuis plusieurs jours la communication a été interrompue. *"Au delà du préjudice matériel et financier pour notre société, le sabotage d'un mat de mesure comme celui-ci fait courir plusieurs risques. Je me félicite que le mat ne soit pas tombé sur quelqu'un et d'autre part que ce sabotage n'ait pas mis en péril le massif forestier en provoquant un incendie,"* précise Jean-Paul Pin au nom de sa société spécialisée dans les énergies renouvelables.

De son côté Alain Couzinié, le maire d'Arfons déplore cet acte de sabotage : *"Nous avons déjà un parc éolien sur Arfons et cela n'a jamais posé problème. En ce qui me concerne je ne suis pas un pro ou un anti éolien, mais je pense que la destruction de cet équipement n'est pas la solution. D'autre part, si l'on écoutait les développeurs éolien, il faudrait implanter des machines partout. Ce n'est pas possible."*

(...) **En 2007, un ou plusieurs individus avaient dévissé l'embase du mat éolien de 70 m de haut installé par la société Valorem au Plo de Lacroux sur les hauteurs d'Albine, provoquant l'effondrement de l'équipement sous l'effet du vent.**

Arras (Pas-de-Calais) : la caméra à coup de marteau

Une caméra de vidéoprotection cassée à coups de marteau, deux jeunes en garde à vue

La Voix du Nord, 27/06/2017

Ce lundi soir, un jeune Arrageois de 20 ans a été interpellé par la police. On lui reproche d'avoir dégradé une caméra de vidéoprotection de la ville d'Arras à l'aide d'un marteau, place Marc-Lanvin.

Après l'arrestation d'un premier jeune lundi soir, un second jeune, mineur, devait être entendu ce mardi après-midi au commissariat d'Arras dans le cadre d'une enquête portant sur une dégradation de caméra de

vidéoprotection. En foyer, il devait y être conduit par un éducateur.

Il y a environ deux semaines, une caméra de vidéoprotection de la place Marc-Lanvin avait enregistré ses « derniers instants ». On y voyait un jeune, cagoulé, monter à un poteau avant de briser la caméra à coups de marteau, à plusieurs mètres de haut. L'enquête a rapidement permis d'identifier un premier suspect puis un second. Les auditions sont en cours.

Cergy (Val d'Oise) : saboter l'industrie du tourisme

Sabotage ou défaut technique : le téléski de Cergy fermé jusqu'à nouvel ordre

Le Parisien, 27 juin 2017, 18h30

Le câble a-t-il cédé ou a-t-il été sectionné ? Des dégradations ont eu lieu également sur d'autres matériels dans la nuit. Une plainte contre X va être déposée.

Il faudra attendre « une dizaine de jours » avant d'espérer une réouverture du téléski de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise selon le directeur du site, Nicolas Cook. **Ce mardi matin à la suite du test quotidien qui vise à vérifier le bon fonctionnement du système, le câble en acier de 800 m situé à 5 m de hauteur s'est rompu et est tombé au fond de l'étang.** « Une enquête est en cours pour déterminer s'il s'agit d'un défaut technique ou d'un acte de malveillance », ajoute le directeur.

Car dans la nuit de lundi à mardi, l'île de loisirs a reçu quelques visiteurs. « Un raft a été percé et un séparateur gonflable de la vague à surf a été cassé, continue Nicolas Cook, ce qui n'empêche pas son fonctionnement. » En revanche, pour le téléski, les pertes en termes de recettes vont être significatives pour le site.

Dès lundi, des stages devaient débiter pour une quinzaine de groupes d'environ dix personnes, notamment des comités d'entreprise qui avaient réservé pour faire du téléski en soirée. « Nous les avons annulés, affirme Nicolas Cook. Je suis incapable de dire combien nous allons perdre, mais les recettes vont être impactées indubitablement. »

Dès mercredi, la direction déposera une plainte contre X pour les dégradations observées. Le câble rompu sera sorti de l'eau au plus vite pour déterminer s'il a été intentionnellement sectionné. Quant à l'identification des mystérieux visiteurs nocturnes, l'île de loisirs ne pourra pas compter sur ses caméras de surveillance qui n'étaient pas pointées en direction de ces espaces cette nuit-là.

Communiqué Defcol : dates d'audiences du procès de la voiture de flics brûlée



Le procès concernant l'affaire de la voiture brûlée en mai 2016 se tiendra du 19 au 22 septembre prochains. D'ici là, une audience de fixation va se tenir le 17 juillet.

Les dates sont tombées, les 19, 20, 21 et 22 septembre 2017 se tiendra le procès des personnes mises en cause dans l'affaire de la voiture brûlée quai de Valmy le 18 mai 2016, à l'occasion d'une contre-manifestation à la manif des flics qui se tenait place de la République.

Trois personnes sont encore en détention à ce jour, cinq autres sont sous contrôle judiciaire et à notre connaissance, une personne ne s'est pas rendue aux convocations de la justice.

Une audience de fixation aura également lieu le 17 juillet. A l'occasion de cette audience "technique", un juge va s'assurer que l'affaire est en état d'être jugée et fixer les dates de l'audience de plaidoirie. Cette audience permet aussi à la justice de rendre légal le maintien en détention des personnes incarcérées dans l'attente du procès.

D'autres procès en lien avec le mouvement social contre la Loi Travail sont encore à venir, des instructions sont encore en cours et Defcol a encore besoin de vous afin de participer aux frais de défense de personnes mises en cause. Vous pouvez nous faire un don sur <http://ift.tt/2spGaQZ>

Defcol

Saint-Quentin-Fallavier(38070), Isère au centre pénitentiaire il voulait téléphoner

www.francebleu.fr

Tout commence vers 16 heures. Le détenu est en entretien avec deux infirmières du service sanitaire quand il se met à crier « **c'est une prise d'otage** ». Un surveillant intervient et le détenu, âgé de 28 ans, le menace avec une arme bricolée. Après la fuite des deux infirmières, l'homme se retranche dans leur bureau avec le surveillant. Il se barricade à l'intérieur, bloquant la porte avec une armoire et un bureau. Arrivées sur place, les forces de l'ordre entament des négociations. Le détenu veut parler au téléphone à son fils de trois ans. Il finit par se rendre à 18h40, avant d'être placé en garde à vue pour « séquestrations ». Ce détenu condamné pour des violences et libérable en 2021 venait tout juste d'arriver à Saint-Quentin-Fallavier. Il avait été transféré ce mercredi pour des raisons de sécurité. Car jusque-là ce détenu « extrêmement compliqué à gérer » selon l'expression d'un responsable syndical était incarcéré à Bourg-en-Bresse, dans l'Ain. Il avait été condamné à deux reprises pour des dégradations au sein de la prison.

Le détenu, connu pour des antécédents disciplinaires, retenait un surveillant en otage depuis 16h05. Il était en possession d'une arme bricolée. Cette prise d'otage a pris fin à 18h40. **Le détenu, qui demandait à parler au téléphone** avec son fils de trois ans, s'est rendu après des négociations. La garde des Sceaux, Nicolas Belloubet, a témoigné de son soutien au surveillant et a salué « le sang-froid dont il a fait montre dans cette épreuve ».

dauphiné.com

Libérable en 2021, ce détenu, a incendié par deux fois sa cellule à Bourg-en-Bresse. Des faits pour lesquels il doit être jugé le 10 juillet prochain sous le régime de la comparution immédiate.

Avant-Pays savoyard (Savoie) : Statues de la Vierge et mobiliers religieux en mille morceaux !

France 3 Auvergne-Rhône-Alpes / Mardi 27 juin 2017



Mais qui en veut donc à la Vierge Marie ? Des statues et du mobilier religieux ont été saccagés dans une demi-douzaine de communes de l'Avant-Pays savoyard. Ce vandalisme en série survient dans un contexte national de multiplications d'actes anti-chrétiens. Des statues de la Vierge Marie cassées en morceaux, et mêmes décapitées. Plusieurs faits de vandalisme,

récemment recensés, provoquent l'indignation des défenseurs du patrimoine. **Six communes de l'Avant-Pays Savoyard ont été touchées. A Jongieux, notamment, deux Vierges, l'une en pierre, l'autre en fonte, ont été détruites.** Un patrimoine important dans ce village où l'on trouve la plus ancienne inscription chrétienne de Savoie, datée de l'an 504.

Des plaintes ont été déposées, mais l'Eglise préfère garder le silence. Selon le Ministère de l'Intérieur, les atteintes au patrimoine catholique se multiplient : en 2015, plus de 800 dégradations et vols ont été commis en France.



Le Dauphiné / Mercredi 28 juin 2017

Deux hommes ont été arrêtés par les gendarmes, mardi, suite à la série de profanations de statues de la vierge dans plusieurs communes de l'avant-pays savoyard. Les faits avaient ému la population. Les gendarmes de la brigade des recherches de Chambéry et des brigades de Yenne et de Chindrieux, ont remonté la piste des auteurs et ont donc arrêté deux jeunes ouvriers agricoles sur leur lieu de travail. Il ressort de leurs auditions que **ces profanations n'avaient aucune motivation religieuse, ils ont agi gratuitement.** L'un d'eux a expliqué aux gendarmes que ces dégradations l'avaient «défoulé».

Grèce

Athens, Greece – Concerning the Case of Tasos Theofilou – The 'Plea'

I shall start my plea by clarifying once again that I am denying the accusations I am accused of.

There are two kinds of reality. The actual one and the one that has been presented as such during the trial of first instance. The actual reality and the narrative of the Counter-terrorism department that selected some real facts and redefined them based on the prejudices, based on their obsessions or based on the result they wanted to get and combined them not only arbitrarily but also with imaginary incidents.

Counter-terrorism created a fairy tale so complete that they even included a Dragon in the form of a prosecutor of appeals (Note: the prosecutor was named Drakos which means dragon in Greek). There is an irony. A contradiction throughout the indictment. There is a comic and a tragic strand in relation to the actions that are attributed to me. The comic aspect concerns my participation in the CCF and the tragic concerns my involvement in a homicide. Taking a human life is as worthless for my own ideological code as it is for the criminal code (unless we are talking about political executions which

in this case are not considered in a moral but in a historical and political context). On the contrary, I do not find any worthlessness in the accusation of participating in an anarchist organization, I just find it comical because of the discrepancy in our analyses.

The Law and Order doctrine in Greece reflects the political sphere in the field of criminal repression where the responsibilities and consequences of the economic crisis are passed from capital to work and from the rich to the poor who are eventually accused of being greedy and responsible for the crisis since "they lived above their potential" for many years.

The narrative of power presents the economic crisis not as the outcome of structural and inherent to capitalism causes such as the over-accumulation, but as the result of the greediness and laziness of the working class and maybe of some failures of the political personnel that was driven to a "populist" mismanagement in order to satisfy the greedy workers. We have even heard that political demonstrations are to blame for the collapse of the economy. We recently witnessed Mr. Dendias, former minister of Public Order, to arraign a journalist employed in the national newspaper Kathimerini, because he didn't identify with the perspective of the newspaper and had the audacity to believe that the reason that stores in the center of Athens are driven to bankruptcy is not the protests that take place.

There is a focus on the anarchist movement and an emerging repression that is evident in the statements of the current leader of opposition, Kiriakos Mitsotakis, and the shadow minister of Public Order Mr. Maximos Harakopoulos, who use the derogatory term "Exarchistan" to refer to Exarcheia district and commit to giving an end to the anarchist movement and the area if they ever become an elected government. They will not seek an end to the Troika and the memorandums, but an end to the anarchist milieu and Exarcheia. That is their pre-election commitment. Relying on this argument, they encourage their voters to elect them as a government. More specifically, mister Harakopoulos argued that: "as it has been clarified by Kiriakos Mitsotakis, for New Democracy the priority is to satisfy this widely accepted demand".

It has been a long-standing demand of the Law and Order lobby to overcome the impediments and the assurances of the Enlightenment. Then we 'd move forward to a model of justice best portrayed by Judge Dredd. Counter-terrorism will be in control of the entire judicial process, from a suspect's arrest to his/her trial.

It is certainly honourable to attribute a robbery to anarchists because during the act the perpetrators did not steal the money of the clients but even this assumption is inaccurate. Mr Samios (client) spoke about the perpetrators and said they were people who had been expelled by the system. For me, this point of his testimony is of utmost importance although it was not given as much attention as the fact that customer's money was not stolen.

I believe that the above constitute the main parts worth explaining. So once again I shall repeat that I didn't have any kind of participation in the CCF organization or the robbery on Paros. The one and only time I came across a gun was when one was stuck in my temple during my arrest.

Concluding, I will repeat once again that I have not committed the crimes I am accused of. But I committed a crime that encompasses all crimes. I am an anarchist. In the class war I sided with the excluded and the underprivileged, the hunted, the damned and the poor, the weak and the oppressed. On the one hand my imprisonment is the natural progression of this choice and on the other hand prison is another field of struggle. But if after all these, after many months and trial hearings you still believe that the following excerpt from the counter-terrorism law that says "which is possible to seriously harm a country, in order to seriously intimidate a population, to seriously harm and destroy the fundamental constitutional, political and economical structures of a country" can best describe me and not the troika, you might as well pronounce me guilty. If you also believe that I killed an unarmed citizen by shooting four times in contact range, in hot or cold blood it matters little, then again you might as well pronounce me guilty.

Tasos Theofilou

(Translated by [187A](#))

via:insurrectionnewsworldwide.

Grèce : Verdict en appel pour les compagnons accusés du double braquage de Velvento/Kozani

Le procès en appel de Velvento s'est terminé aujourd'hui et les peines sont les suivantes :

Giannis Michailidis : 11 années et 9 mois ferme

Nikos Romanos : 11 années et 5 mois ferme

Andreas-Dimitris Bourzoukos : 11 années et 5 mois ferme

Dimitris Politis : 9 années et 4 mois ferme
Argyris Dalios : 7 années et 2 mois ferme
Foivos Charisis : 11 années et 4 mois ferme

[Information publiée sur [Indy Athenes.](#)]

Plus d'informations à venir...

Inde

Thane (Inde): émeute paysanne contre la saisie de terres par le Ministère de la Défense

Jeudi 22 juin 2017, des paysan-ne-s ont manifesté contre l'appropriation par le Ministère de la Défense d'un terrain gigantesque à Nevali (situé près de [Thane](#), à environ 50km de [Bombay](#)), où l'armée compte construire un lieu de stockage d'armement et des résidences militaires. L'armée a déjà commencé à ériger un mur de délimitation... Des affrontements avec la police ont eu lieu (plus d'une vingtaine de blessés, dont douze policiers), des voitures ont été brûlées (dont une camionnette de police), et l'autoroute Thane-Badlapur a été bloquée par des pneus enflammés et des gros morceaux de bois.

Les paysan-ne-s en colère se sont organisé-e-s malicieusement puisqu'elles se sont réparti-e-s en plusieurs groupes sur au moins dix différents endroits autour de Nevali et ont commencé à mettre du bordel un peu partout, ne permettant pas aux flics d'agir massivement sur un seul point de fixation.

Les flics ont été accueillis à coups de pierres et ont dû sortir matraques et flashballs pour disperser la foule, notamment sur l'autoroute bloquée.

Apparemment, une enquête pour tentative de meurtre est lancée contre des manifestant-e-s... Pour le moment, il n'y aurait eu aucune arrestation.

[Sources: [Deccan Chronicle](#) | [The Asian Age](#) | [NDTV.](#)]

Italie

Monte Fionchio (Trentin, Italie) : attaque solidaire contre un nid de relais téléphoniques

Trentin – On apprend par les médias locaux que la nuit du 6 au 7 juin plusieurs relais et cabines de gestion situés sur le mont Finonchio ont été livrés aux flammes. Les installations de radio et télévision de la Rai, gestionnaires de la téléphonie mobile pour les opérateurs Telecom, Vodafone et Wind, plus quelques relais utilisés pour les communications des forces armées ont été brûlés. Les dégâts sont importants, ils parlent de plus d'un million d'euros, et les télévisions d'Etat n'ont pas fonctionné dans toute la zone pendant plusieurs heures.

Sur place ont été retrouvés les tags "*Basta la censure pour les compagnons en AS2. Pour Fran et les compagnon.ne.s de Aachen*" et "*Aujourd'hui c'est nous qui vous censurons (A)*".

[Traduit de l'italien de cna — 19 giugno 2017]

Senegal

Kébémér (Sénégal): affrontements entre populations et forces de l'ordre, trois véhicules de la mairie saccagés

La presse mainstream sénégalaise fait état d'affrontements entre des habitant-e-s de la commune de Diockoul Diawerigne, dans le [département de Kébémér](#), le lundi 19 juin 2017. Un conflit dû à la délimitation des 1 000 hectares de terre que la municipalité a octroyés à la Société Senegindia, en défaveur des paysan-ne-s qui vivent là-bas.

– **Affrontements entre populations et forces de l'ordre à Kébémér: 3 véhicules de la mairie saccagés**
[PressAfrik](#) | 20 juin 2017

La commune de Diokoul Diawerigne, dans le département de Kébémér a vécu une chaude matinée. Les habitants de cette localité, majoritairement des paysans, voulaient s'opposer à la délimitation des 1 000 hectares de terre que la municipalité a octroyés à la Société «Senegindia». Les propriétaires de ces champs, regroupés au sein d'un comité de «lutte pour la défense des paysans de Diockoul », jugeant cette délibération municipale illégale, ont décidé de s'en prendre aux agents de «Senegindia» qui s'affairaient à poser des barbelés.

Heureusement, les pandores de la brigade de Kébémér, renforcé par ceux de Louga se sont rendu sur les lieux. Les paysans, armés de pierres, ont commencé à caillasser les forces de l'ordre qui selon « L'Observateur » ont riposté, en larguant des grenades lacrymogènes.

Courroucées, les populations ont traité le maire Sadibou Diack de tous les noms d'oiseau. Passant devant la mairie, elles sont tombées sur trois véhicules qu'elles ont saccagés.

– **Kébémér: près de 20 personnes auditionnées suite aux manifestations de Diockoul**

Momar Diack Seck ([lactuacho.com](#)) | 20 juin 2017

Une vingtaine de personnes sont actuellement auditionnées ce mardi 20 juin 2017, par les gendarmes de la localité de Kébémér.

Cette audition, d'après Lougawebmedias fait suite aux violents affrontements ayant opposé hier les éléments de la gendarmerie de Kébémér aux populations de la commune de Diockoul.

Ces dernières protestaient contre l'affectation de 1000 ha de terre au profit de la société Sénégindia. Elles sont actuellement ciblées suite à une plainte du maire Cheikh Sadibou Diack, après le saccage de 3 véhicules de la mairie, au cours de la manifestation.

D'ailleurs selon toujours nos confrères, avec cette tension, les ouvriers de Sénégindia poursuivent désormais leurs travaux sous bonne escorte des forces de l'ordre.

Serbie

#NoBorders #Serbia: Police Operations and Violent Relocations to #Preševo

As it has been already stated, violence, repression and persecution has been growing since the squatted barracks got evicted and demolished on May 11th. Before the elections the serbian police was more reserved but now using violence openly. In the last two weeks there has been three physically violent police operations, forcing people to be taken to the infamous Preševo closed "camp" near Macedonia. Although it is presented as a reception center, the unspoken reality is that of a detention camp. The approx. 1000 people imprisoned there are not allowed to go in or out, except for a very restricted special permission, and the only way to leave the camp is to be pushed-back illegally to Macedonia, which happens regularly.



Originally published by [No Border Serbia](#)

The first of these operations took place inside the official refugee camp in Obrenovac, near Belgrade. The police came to the camp at 5 o'clock in the morning on June 10th and forced 103 random people inside waiting buses. Those who were resisting got violently beaten up and abused verbally. The approximately 50 policemen neither told anyone where they would be brought, although they were constantly asked to do so. People didn't have time to take their personal belongings with them, not even their phones. Among them were families and minors who got separated.

On June 16th at 4 am, there was another police operation in Sombor Camp, near the Croatian and Hungarian border. This time all 148 single men were rounded up in a similar violent fashion and brought to Preševo as well.

On June 22nd also at 4am, the police literally hunt down approximately 100 people staying in the area of the former refugee camp near the Croatian border in the city of Šid. People were beaten and forced at gun point to leave their belongings and get into buses and were brought to the prison camp of Preševo.

Acting as spokesperson, being part of the decision making and putting himself in the spotlight is the minister of labour, employment, veteran and social policy, Aleksandar Vulin. He is openly using racist rhetoric as he referred to the operation in Šid as "cleansing"¹ the area and justifying the actions with the usual lies of a safer environment for both residents and refugees by locking them up in, as he cynically put it: "in camps of the highest international standards".

The pretending of the serbian authorities that these violent operations were conducted "in a human way", saving migrants from the smugglers, locals from migrants, and the rest of europe from the "spread of the refugee crisis" is totally disgusting. As long as this racist border regime exists there is constant oppression and violence.

In solidarity with all people on the move

¹ <http://ift.tt/2t4kqvV>

[Add a Comment](#)

Suisse

Zurich (Suisse) : incendie d'une camionnette d'Implenia, collabo de la prison de Bässlergut

Dans la nuit du 20 juin, un engin incendiaire a été placé sous une camionnette de l'entreprise IMPLENIA. IMPLENIA s'implique dans le chantier d'agrandissement de la prison de Bässlergut à Bâle. Toutes les entreprises, institutions et individus qui dessinent les plans, construisent et gèrent camps et prisons sont coresponsables du maintien des structures répressives.

Ce feu est aussi en solidarité avec la compagne anarchiste condamnée pour braquage de banque à Aachen et avec tous les compagnon-nes ciblé-es par l'opération « Scripta Manent » en Italie.

Pour plus de jolis feux nocturnes !

Pour la destruction de la société carcérale !

[Traduit de l'allemand par sansattendredemain de [linksunten](#), 20. Juni 2017]

Zurich, Suisse : Récit de la manif sauvage devant la prison de l'aéroport de Kloten - 24 juin 2017



Samedi 24 juin, une foule s'est rendue à la taule de l'aéroport de Zurich. Il y a eu des tags, une banderole accrochée à la clôture, une caméra de surveillance détruite, des lancers de feux d'artifice et des échanges avec les prisonniers par slogans interposés. En plus des « FUCK COPS, FUCK SWISS », un prisonnier criait sans relâche « Liberté ! Liberté ». Un trou a également été fait dans la clôture double épaisseur en faisant voler quelques pierres sur la façade et les fenêtres de la prison. Sur le chemin du retour, les flics ont ensuite rappliqué avec leurs gyrophares et ont patrouillé.

Nous sommes venus parce que des personnes sont enfermées ici et que nous sommes contre les prisons. Parce que le pouvoir suisse, de gauche comme de droite, se prononce pour la reconduite à la frontière des gens.

Parce que le fait d'enfermer des gens est un moyen pour maintenir l'état actuel d'exploitation et de mort.

Parce que la captivité peut épuiser, tuer les gens, aussi bien de manière vraiment lente que rapide.

Parce que la prison est une des expressions la plus flagrante de l'autorité.

Parce que les mots d'une lettre ont franchi les murs de la prison et montré l'importance de la solidarité depuis l'extérieur.

Parce que ça peut filer de la pêche aux prisonniers à l'intérieur. Que la solidarité signifie relier et soutenir les luttes des rebelles, d'entretenir les contacts depuis l'extérieur à l'intérieur et inversement, et de former des actions en conséquence. Ça peut se faire par écrit sous forme de lettre, en publiant des textes, en allant rendre visite aux détenus, en faisant des manifs devant les taules ou des actions directes [comme par exemple à Bâle contre la prison de Bässlergut et tous ses collabos](#).

Vous trouverez ci-dessous la lettre :

« La prison de l'aéroport est la plus grande du canton de Zurich avec une capacité de 200 places (94 pour la détention, 106 pour la rétention administrative). Les contrôles à l'entrée et les fouilles sont assurés par BASIC Security, un service de DELTA Security. Les adresses sont mentionnées ci-dessous.

Texte cité de la page internet de la prison de l'aéroport :

« Le service de rétention administrative de la prison de l'aéroport constitue la première et aussi la plus grosse institution dans ce secteur partout en Suisse, mais a aussi, en raison de sa proximité avec l'aéroport de Kloten de Zurich, une importance hors-pair »

En s'adressant aux entreprises en tant que clients potentiels, ils vantent le travail obligatoire : « Peu importe dans quel service vous avez besoin de nos prestations, nous parvenons à vous satisfaire et nous vous proposons des solutions personnalisées. Une conception des prix attrayante, une fiabilité et une conscience axée sur la qualité comptent parmi nos points forts. Pour nous, un gros volume de travail représente même moins un problème qu'un traitement de commande rapide. »

En détention comme dans l'aile de rétention administrative de la taule de l'aéroport, des gens sont retenus prisonniers jusqu'à 18 mois. Dans la taule de rétention administrative, de nombreuses personnes illégales se trouvent en attente d'expulsion sous forme de peines qui se succèdent. Cette rétention peut sans cesse être prolongée, jusqu'à 18 mois, ce qui ressemble à une torture psychique. En plus de cela, la détention provisoire est également un moyen, tout comme l'est la détention, pour briser les individus et en même temps de les pousser par exemple à avouer ou à quitter « volontairement » le pays.

Ne laissons pas isolées les personnes enfermées derrière les couches de béton.

Nous sommes conscients aussi que les taules sont construites pour tous ceux qui ne correspondent pas à cette société antisociale aliénée des gouvernants. Qu'elles sont construites contre tous ceux qui passent à travers les mailles du système, qui ne paient pas leurs factures. Contre ceux qui n'ont pas de papiers, ou qui en ont des faux. Contre ceux qui n'obéissent pas, et contre les rebelles qui s'appêtent à attaquer les diverses formes d'oppression selon leurs propres idées.

Tant qu'il y aura des dominants, il y aura des rébellions.

Feu aux prisons et à toutes les institutions et les entreprises qui y participent !

Pour la liberté et les actions qui vont dans ce sens !

Lettre du 29 avril 2017 depuis la taule de l'aéroport intitulée « Loud & Clear » (voir en fin d'article)

La boîte de sécurité à l'entrée de la prison de l'aéroport :

DELTA Security AG

- Filiale Zürich

Haldenstrasse 23
8306 Brüttsellen

- Filiale Bern

Rütiweg 89
3072 Ostermundigen

- Filiale Basel

Kaiserstrasse 5a
4310 Rheinfelden

- Filiale Tessin

Via C. Maderno 9
6900 Lugano

[Traduit de l'allemand de Barrikade.info, 27. Juni 2017]

Lettre publiée sur le site [Aus dem Herzen der Festung](http://AusdemHerzenDerFestung.com), elle-même reprise du journal anarchiste zurichois „Dissonanz“ n° 47.

[Note de rédaction de « Dissonanz »: La lettre suivante nous a été envoyée le 29 avril depuis la prison de l'aéroport de Zürich avec une demande pour publication. Nous l'avons traduite de l'anglais.]

« Haut et fort¹

Un bruit venant du ciel de la liberté, un bruit de révolte et de résistance de l'extérieur de la prison, derrière les cellules de l'aile de rétention de la prison de l'aéroport zurichois. Tous les migrants et les réfugiés de différents pays ont pu l'entendre. Une musique de soutien et de solidarité avec ces prisonniers. Des feux d'artifice pouvant être un espoir adressé aux personnes à l'intérieur par des personnes de l'extérieur. Cela peut être bien plus qu'un simple spectacle dans le ciel, une lumière magnifique qui dit : « Nique la prison, nous sommes ici ! » et qui montre que nous ne sommes pas seuls

dans cette lutte contre le racisme, la répression, les expulsions... qui n'ont aucune influence sur nos rêves d'une vie en liberté, sans prisons et sans frontières, qui tuent chaque jour nos frères et sœurs ! Des feux d'artifice qui montrent le message : « Du fond de notre cœur, nous sommes à vos côtés » afin de garder l'espoir de sortir un jour et d'être libres dans nos vies et dans nos têtes. Heureusement, en voyant les feux d'artifice, les migrants se sont mis à crier et à parler haut et fort avec les camarades dehors, en exprimant leurs sentiments de rage et de révolte contre ce système. Un système qui tente de briser la force et les rêves de ces personnes à l'intérieur. NOUS AVONS KIFFE CETTE NUIT ! Croyez-moi, je ressentais de la tristesse de ne pas pouvoir admirer ce spectacle dans le ciel car j'étais de l'autre côté de la prison mais j'étais d'autant plus heureux d'entendre en même temps les cris des réfugiés et le bruit des feux d'artifice. C'était un magnifique moment de solidarité à de multiples égards et je sais désormais ce que ça fait de voir une action de solidarité avec les prisonniers. Je peux dire « Merci à vous tous ». De l'intérieur, tous les prisonniers vous remercient ; « refaites-en encore et encore ! ». « Refaites-en de manière encore plus bruyante et encore plus claire à chaque fois que vous pourrez ! »

Ni prisons, ni frontières, ni Etats, ni pays !

NdT:

¹Les traducteurs vers l'allemand ont fait le choix de conserver le titre en anglais, « loud and clear ».

USA

Protesters Face 80 Years as US Attorney Brings Unprecedented Mass Felony Charges

From [Unicorn Riot](#)

Washington, DC – Dozens of the over two hundred people arrested protesting President Trump's inauguration on [January 20](#) ('J20') have appeared in court over the last two weeks.

(Content Advisory: Sexual Assault)

The arrests took place on the morning of January 20 during an 'anti-capitalist/anti-fascist' march, which traveled approximately sixteen blocks, during which police attacked protesters, medics, journalists, and bystanders with chemical weapons, batons, and concussion/flashbang grenades. Several corporate store windows were broken, and there was a melee as part of the crowd was able to charge through police lines to escape the mass arrest as officers began to move into a 'kettle' formation, eventually arresting every person in the vicinity.



The American Civil Liberties Union recently [filed a lawsuit](#) against DC police over constitutional, civil, and human rights violations carried out by local and federal authorities during the mass arrest. Everyone in the mass arrest was detained outdoors for six hours without access to food, water, or restrooms; one arrestee described the experience as “like being in a cattle car.” The lawsuit states that ‘One of the MPD officers, Defendant Officer John Doe 96, made clear to the detainees that no toilets would be made available by stating in response to one detainee’s request that she should “shit [her] pants” to prove she needed a toilet.’ One of the journalists arrested, Shay Horse, [told Democracy Now!](#) “I felt like they were using molestation and rape as punishment. They used those tactics to inflict pain and misery on people who are supposed to be innocent until proven guilty.” [The lawsuit](#) describes, among other physical and sexual abuse, that officers laughed while rectal searches were being performed, fondled arrestees’ testicles, did not change gloves while moving from one individual to the next performing anal searches, and “manual rectal searches were performed in the presence of several other detainees and approximately five to ten other MPD officers, including at least one or two female officers.”

Observers from the Washington, DC Office of Police Complaints (OPC) who were present on January 20 say that the police attacked protesters and bystanders violently and without warning. The OPC released a damning report which details how DC Metro Police (MPD) violated their own policies that day:

“When MPD corralled people, at 12th and L Streets, [the protesters] were not allowed to leave. In addition, there is no indication in witness reports, nor any observations by OPC monitors, that any warnings were given either before or after the police line cordoned off those who were later arrested... [pepper] spray was deployed to move the crowd, without warnings, and in many instances it was used on people who were simply standing in the wrong place...a verbal command to step back should have preceded the use of the weapon, and that would have been sufficient to move the crowd.” - [DC Office of Police Complaints](#)

Washington DC’s city council has already allocated \$150,000 for an [official investigation](#) into police misconduct on inauguration day.

In February a federal grand jury returned a felony riot [indictment](#) on everyone who was mass arrested after DC police surrounded and ‘kettled’ the anti-capitalist/anti-fascist march along with everyone else in the vicinity. The first indictment threatened sentences of up to ten years for 214 individuals swept up in the kettle, with charges against some reporters and legal observers later dropped (some reporters [still face charges.](#))

On April 27, a [new superseding indictment](#) was issued, adding several more felony charges to all

defendants, who now face potential sentences of up to 80 years. All defendants, including the majority of whom who have had little to no evidence presented against them, face felony counts of Inciting or Urging to Riot, Rioting, Conspiracy to Riot, and five counts of Destruction of Property. While the [indictment](#) mentions a few individuals specifically accused of breaking windows and throwing objects at officers, it mostly invokes the collective guilt of the entire crowd based only on their presence at an anarchist protest, at times citing protest chants or black clothing as evidence of 'conspiracy.' The various counts of property damage brought against everyone in the indictment include a limousine destroyed hours after the mass arrest was already underway.



Limousine destroyed on January 20 after the mass arrest, that the government claims those in the mass arrest are responsible for.

The unprecedented mass felony case against inauguration day protesters is being brought by the US Attorney's Office (USAO), which answers to Attorney General Jeff Sessions. Civil liberties advocates have objected to USAO prosecuting the case against anti-Trump protests on behalf on the Trump administration, as opposed to leaving the case to local D.C. prosecutors. The prosecution is being overseen by Assistant US Attorney Jennifer Kerkhoff, a former corporate lawyer who once donated to the Bush-Cheney campaign, and Assistant US Attorney John Borchert. Kerkhoff and Borchert work under Channing Phillips, the US Attorney for the District of Columbia.

DC Metro Police Chief Peter Newsham, who oversaw the January 20 mass arrest and recently settled a lawsuit for a similar 2002 protest mass arrest, is still involved in the case, according to a recent Department of Justice [press release](#). Also involved is DC police Detective Gregory Pemberton, the lead detective on the raid of the home of a protest organizer named in the superseding indictment. Pemberton [serves as local treasurer](#) for the Fraternal Order of Police, a right-wing police union which endorsed Donald Trump for president.

The most recent hearings were primarily concerned with scheduling trials, as well as status hearings and motions hearings taking place before trials. Defense attorneys had filed motions to dismiss the superseding indictment, as well as to disclose instructions given to the grand jury which returned the superseding indictment; these motions will be discussed at hearings in July.

Status hearings regarding the use of data from protester's phones taken by police were set for October 6, October 13, and October 27 of this year. The government agreed to comply with Judge Lynn Leibovitz's request to release all cell phone data to defendants by July 5. Comments made at hearings indicate police

and prosecutors may have been assisted by the Israeli firm Cellebrite to hack into protester's phones. The defense also made a motion to instruct the government to not destroy any evidence in the case; this motion was granted.

Also discussed in the hearings were difficulties with the court's e-filing system. Defense attorneys were told they had to send any motions to each other individual defense attorney, which some pointed out was no easy task as the format of the government's case forces each of the over two hundred defendants to have their own counsel. One defense lawyer requested that the court provide a written record of Judge Leibovitz's oral instructions, as they were unable to attend in person each of the many hearings potentially relevant to their client's defense. Judge Leibovitz explicitly refused, saying, "That's not happening. I'm not doing that." Counsel for Alexei Wood, who livestreamed the entire march leading up to the mass arrest, brought up first amendment issues in his client's case. He indicated that he may seek to separate Wood's case from the other defendants, since the nature of Wood being arrested while livestreaming means that clear video evidence exists as to what he was doing the entire time. (Independent journalist Aaron Cantu also still faces felony charges under the superseding indictment.)

Wood, along with other defendants who insist on exercising their right to a speedy trial, now has a scheduled trial date of November 20, the first trial of inauguration day protesters set to take place. Other defendants have trial dates in December and scattered throughout 2018.

The government's case so far appeared to hinge on separating defendants into four different groups with different trial scheduling, which would allow the US Attorney's Office to bring defendants with more evidence against them to trial first as they attempt to build the other cases for later trials. This strategy appears to have partially failed as those in Group 4, whose guilt the government asserts based only on their presence at the protest, are now among those first to go to trial.

Some evidence, including police body camera footage, has already been given to some defense counsel by the government through discovery. Assistant US Attorney Jennifer Kerkhoff expressed anger in court after body camera footage showing police attacking demonstrators appeared in an article by the [The Independent](#).

Kerkhoff introduced a motion to forbid defendants from sharing any discovery video under threat of being held in contempt of court, a measure which could prevent evidence from being gathered for future civil suits. The motion was not ruled on but is expected to be granted or denied by Judge Leibovitz at a hearing next month. The piling on of additional felony charges to all defendants appears to be an attempt to coerce those arrested into signing plea deals instead of going to trial. Several defendants have signed non-cooperating plea deals for misdemeanor riot charges in exchange for a suspended sentence, probation, and community service. Over half of those named in the indictment have signed a statement of unity pledging to not cooperate with prosecutors against their co-defendants. Dane Powell, who plead guilty to felony rioting and felony assault on a police officer, has a sentencing hearing on July 7. He faces a statutory maximum of 10 years in prison and a \$25,000 fine, or both.

On [Sunday, June 25](#), a coalition of local groups, including DC Legal Posse (who helps coordinate support for J20 arrestees) held a 'speakout against fascism and state repression' outside DC Metro Police headquarters.

With a legal battle expected to last over another year, both the prosecuting attorneys, defense lawyers and supporters of those arrested are strategizing for the many months ahead.

Defendants and supporters are standing strong in the face of this outrageous and continued repression. We will keep fighting until everyone is free. - Sam Menefee-Libey, [DC Legal Posse](#)

When asked for comment, William Miller of the US Attorneys' Office for DC said he could not remark on an ongoing case.